REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

*Du 28 mars au 03 avril 2023*

*Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.*

# 1. COI et ses projets

**1.1 Projet RECOS : environnement.....2**
- Les acteurs du Sud-Ouest de l'Océan Indien mains dans…….
- Aires marines protégées : acteurs du Sud-Ouest de l'océan Indien unis pour une meilleure efficacité

**1.2 Sécurité portuaire.....5**
- Sécurité portuaire : Maurice doté d'un nouvel outil informatique

**1.3 Projet GPS : paix stabilité.....6**
- La COI anticipe et se prépare pour les élections apaisées dans la région

**1.4 Projet Ecofish.....7**
- IGAD Calls For Concerted Efforts To Exploit Fish Resources To Ensure Food Security In East Africa

# 2. Centres d'Intérêts

**2.1 Environnement.....9**
- Bangladesh calls for mitigating effects of climate change
- Trafic d'espèces sauvages : Les tortues et les bois précieux parmi les plus touchés

**2.2 Transition énergétique.....11**
- Bientôt des éoliennes en mer au large de La Réunion ?

**2.3 Coopération régionale.....12**
- Seychelles and Mauritius discuss common interests at 13th bilateral cooperation commission

**2.4 Economie.....13**
- Reprise économique : la Banque africaine de développement accorde un prêt de Rs 11,5 milliards

**2.5 Pêche.....14**
- Fishing in the Indian Ocean: How the tuna industry is trying to push back against the IOTC's decision on FADs

# Les acteurs du Sud-Ouest de l'océan Indien main dans la main pour une meilleure efficacité des aires marines protégées de la région

Le programme Varuna, le projet Résilience des populations et des écosystèmes côtiers du Sud-Ouest de l'océan Indien (RECOS) et la Western Indian Ocean Marine Protected Areas Network (WIOMPAN) ont coorganisé un atelier afin de définir des actions communes pour soutenir les gestionnaires d'aires marines protégées (AMP) et d'aires marines gérées localement (LMMA) dans la région du 27 au 31 mars 2023 à Nosy Be.

Cet atelier a permis de renforcer les capacités d'une quarantaine d'acteurs impliqués dans la gestion d'aires marines protégées (AMP) issus de sept territoires du Sud-Ouest de l'océan Indien. Plus particulièrement, l'événement a facilité les échanges et la mise en réseau d'acteurs régionaux pour une meilleure synergie des actions, et donc des impacts plus tangibles en matière de gestion des AMP.

« *Le moment est venu pour nous, acteurs de notre belle région, de s'asseoir ensemble et de mesurer les progrès réalisés à travers nos actions respectives, puis de s'accorder sur le chemin restant à parcourir pour atteindre les objectifs de conservation marine* », a déclaré M. Anfani MSoili, Chargé de mission « *Transition écologique et énergétique, tourisme et migrations* » de la Commission de l'océan Indien (COI).

« Je me réjouis de voir que le travail de préfiguration visant à recueillir vos besoins, lancé en 2022 par Réserves Naturelles de France qui pilote ce projet, se concrétise par cet atelier conjoint où nous pourrons, collectivement avec vous gestionnaires, RECOS et le WIOMPAN, produire des plans d'actions coordonnés répondant à vos attentes », a déclaré Mme Blanche Gomez, coordinatrice du programme Varuna chez Expertise France.




Les participants ont également bénéficié d'une formation à l'outil IMET (Integrated Management Effectiveness Tool) et sont allés à la rencontre des gestionnaires du Parc national de Nosy Tanikely. Cet outil permet notamment une évaluation approfondie de l'efficacité des aires protégées marines et terrestres, indépendamment de leurs catégories de gestion et de leur type de gouvernance. Ainsi, IMET est un outil d'aide à la décision qui permet aux gestionnaires d'aires protégées d'améliorer les résultats en matière de conservation.

« *IMET, un outil intéressant et utile ! Beaucoup de choses à traiter en deux jours mais cela me donne envie de le mettre en pratique pour pouvoir approfondir son utilisation sur mon aire marine protégée* », témoigne Eric Blais, de l'ONG Nature Seychelles.

A l'issue de l'atelier, les participants ont contribué à l'élaboration du plan d'action du WIOMPAN à l'horizon de juin 2026. Cela inclut un plan de renforcement de capacités du réseau élaboré sur la base d'un inventaire des besoins en expertise. Le projet RECOS et le programme Varuna répondront à certains de ces besoins au cours des trois années à venir au travers de leurs programmes respectifs d'échanges d'expérience, de formation et de compagnonnage.

De plus, un programme de recherche vers une étude régionale sur l'efficacité de la gestion des AMP a été défini dans le cadre d'une thèse doctorale. Un appel à manifestation d'intérêt sera lancé par le projet RECOS de la COI sur co-financement de l'Agence française de développement (AFD) et du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM).

Le fruit de ces échanges contribuera à la production des « Perspectives des aires marines protégées » (Marine Protected Areas Outlook), un rapport de la WIOMSA qui examine les progrès accomplis par les pays signataires de la Convention de Nairobi vers la réalisation de l'objectif 11 d'Aichi et de l'objectif de développement durable 14 (ODD 14, Vie aquatique).

## Programme Varuna

**Le programme Varuna est financé par l'AFD et mis en œuvre par Expertise France. Il vise à stopper l'érosion de la biodiversité dans les îles du sud-ouest de l'océan Indien au bénéfice des populations de la région. L'un des projets, mené par Réserves naturelles de France, appuie la structuration du réseau de gestionnaires de l'Ouest de l'océan Indien, en favorisant l'émergence d'une communauté de praticiens et en permettant des collaborations entre pairs telles que la formation, le compagnonnage et les journées d'échanges techniques. En savoir plus sur le programme Varuna**

## Projet RECOS de la Commission de l'océan Indien

**Le projet "Résilience des populations et des écosystèmes côtiers du Sud-Ouest de l'océan Indien" (RECOS) est cofinancé par l'AFD et le FFEM. Ce projet de la COI vise à renforcer la résilience des populations aux effets du changement climatique en restaurant les services écosystémiques côtiers. En savoir plus sur le projet RECOS de la COI**

## WIOMSA et WIOMPAN

**L'Association des sciences marines du Sud-Ouest de l'océan Indien (WIOMSA) est une ONG établie à Zanzibar, Tanzanie. Elle se consacre à la promotion du développement éducatif, scientifique et technologique de tous les aspects des sciences de la mer. Le WIOMPAN est un réseau de praticiens des AMP. Le réseau rassemble des praticiens des AMP de 10 pays de l'océan Indien occidental - Kenya, Tanzanie, Mozambique, Afrique du Sud, Comores, Seychelles, Maurice, Somalie, Madagascar et Réunion (France).**

# Aires marines protégées : acteurs du Sud-Ouest de l'océan Indien unis pour une meilleure efficacité



**Le programme Varuna, le projet Résilience des populations et des écosystèmes côtiers du Sud-Ouest de l'océan Indien (RECOS) et la Western Indian Ocean Marine Protected Areas Network (WIOMPAN) ont coorganisé un atelier afin de définir des actions communes pour soutenir les gestionnaires d'aires marines protégées (AMP) et d'aires marines gérées localement (LMMA) dans la région du 27 au 31 mars 2023 à Nosy Be.**

Cet atelier a permis de renforcer les capacités d'une quarantaine d'acteurs impliqués dans la gestion d'aires marines protégées (AMP) issus de sept territoires du Sud-Ouest de l'océan Indien. Plus particulièrement, l'événement a facilité les échanges et la mise en réseau d'acteurs régionaux pour une meilleure synergie des actions, et donc des impacts plus tangibles en matière de gestion des AMP.
« Le moment est venu pour nous, acteurs de notre belle région, de s'asseoir ensemble et de mesurer les progrès réalisés à travers nos actions respectives, puis de s'accorder sur le chemin restant à parcourir pour atteindre les objectifs de conservation marine », a déclaré Anfani MSoili, Chargé de mission « Transition écologique et énergétique, tourisme et migrations » de la Commission de l'océan Indien (COI).
« Je me réjouis de voir que le travail de préfiguration visant à recueillir vos besoins, lancé en 2022 par Réserves Naturelles de France qui pilote ce projet, se concrétise par cet atelier conjoint ou nous pourrons, collectivement avec vous gestionnaires, RECOS et le WIOMPAN, produire des plans d'actions coordonnés répondant à vos attentes », a déclaré Blanche Gomez, coordinatrice du programme Varuna chez Expertise France.

## Formation à IMET

Les participants ont également bénéficié d'une formation à l'outil IMET (Integrated Management Effectiveness Tool) et sont allés à la rencontre des

gestionnaires du Parc national de Nosy Tanikely. Cet outil permet notamment une évaluation approfondie de l'efficacité des aires protégées marines et terrestres, indépendamment de leurs catégories de gestion et de leur type de gouvernance. Ainsi, IMET est un outil d'aide à la décision qui permet aux gestionnaires d'aires protégées d'améliorer les résultats en matière de conservation.
« IMET, un outil intéressant et utile ! Beaucoup de choses à traiter en deux jours mais cela me donne envie de le mettre en pratique pour pouvoir approfondir son utilisation sur mon aire marine protégée », témoigne Eric Blais, de l'ONG Nature Seychelles.
A l'issue de l'atelier, les participants ont contribué à l'élaboration du plan d'action du WIOMPAN à l'horizon de juin 2026. Cela inclut un plan de renforcement de capacités du réseau élaboré sur la base d'un inventaire des besoins en expertise. Le projet RECOS et le programme Varuna répondront à certains de ces besoins au cours des trois années à venir au travers de leurs programmes respectifs d'échanges d'expérience, de formation et de compagnonnage.

### Perspectives

De plus, un programme de recherche vers une étude régionale sur l'efficacité de la gestion des AMP a été défini dans le cadre d'une thèse doctorale. Un appel à manifestation d'intérêt sera lancé par le projet RECOS de la COI sur co-financement de l'Agence française de développement (AFD) et du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM).
Le fruit de ces échanges contribuera à la production des « Perspectives des aires marines protégées » (Marine Protected Areas Outlook), un rapport de la WIOMSA qui examine les progrès accomplis par les pays signataires de la Convention de Nairobi vers la réalisation de l'objectif 11 d'Aichi et de l'objectif de développement durable 14 (ODD 14, Vie aquatique).

### Lire aussi :

- https://lagazettedescomores.com/soci%C3%A9t%C3%A9/une-quarantaine-d%E2%80%99acteurs-outill%C3%A9s-en-gestion-d%E2%80%99aires-marines-prot%C3%A9g%C3%A9es-.html
- https://www.sandwatchfoundation.org/recos.html?fbclid=IwAR0YmmgeV1konHv_LzlR_ct7-8NmyJzjrz1Gd7a1qHjqDM5soaJK8LzqZe0
- https://www.didem-project-en.org/blog/32/sharing-of-didem-s-experiences-in-the-framework-of-the-1st-regional-workshop-of-the-recos-project-on-environmental-education-in-the-countries-of-the-indian-ocean-commission

## Sécurité portuaire : Maurice doté d'un nouvel outil informatique

PAR DIDIER ROSE




Maurice bénéficie actuellement du programme SEEK Avenger, un outil informatique novateur financé par l'Union Européenne à hauteur de 28 millions d'euros. Ce programme a pour objectif d'améliorer la sécurité portuaire et de lutter contre tout trafic illicite dans l'océan Indien. Il est soutenu par Interpol ainsi que la commission de l'océan Indien.

Grâce au SEEK Avenger, il est possible de mettre en place des solutions de reconnaissance biométrique pour toute personne entrant dans le port ou circulant dans l'océan Indien. Ce système permet de détecter les personnes ayant des antécédents criminels et de mieux tracer les criminels recherchés.

Ce projet permet également aux autres pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe d'accéder aux données d'Interpol, ce qui leur permettra de mieux retracer les criminels présents sur leur territoire.Vincent Degert, ambassadeur de l'Union Européenne à Maurice, a expliqué les détails du projet SEEK Avenger, en vidéo.
Il participait à la cérémonie d'ouverture d'une formation régionale sur des solutions de reconnaissance biométrique à la Customs House à Mer Rouge, Port-Louis, ce lundi matin.
L'inspecteur Shiva Coothen, responsable du Police Press Office (PPO), a pour sa part, affirmé que cet outil pourra aider à « mieux sécuriser nos secteurs portuaire et aéroportuaire ».
**Voir la vidéo : (182) Sécurité portuaire : Maurice doté d'un nouvel outil informatique - YouTube**

**Lire aussi :**

- TRANSPORT MARITIME - Sept tentatives d'immigration illicite échouent (lexpress.mg)
- Programme PSP : Madagascar fait partie des neuf pays bénéficiaires (midi-madagasikara.mg)
- https://m.facebook.com/story.php?story_fbid=pfbid0Wov7BbS3P3pTeUcGcmEhgYp8b21qpAgFBUEwktueuBjJettPoQ88BYZ6iKKqbJ8wl&id=100070905843596&mibextid=Nif5oz
- https://www.facebook.com/officiel.rta/videos/1382385862560443
- https://www.facebook.com/televizionamalagasy/videos/767184264621369/?app=fbl

La Gazette des Comores

# La COI anticipe et se prépare pour des élections apaisées dans la région

30/03/2023 Kamal Gamal




**D'avril jusqu'au mois de mai prochain, la Commission de l'océan Indien (COI) prévoit organiser des actions dont des conférences et des formations pour renforcer les mécanismes de prévention et résolution des crises dans le cadre de la consolidation des processus électoraux basée sur la crédibilité et la transparence des scrutins.**

« Les années 2023, 2024 et 2025 sont des périodes caractérisées par des élections de notre région et les activités de notre projet devront démontrer leur utilité concrète au bénéfice de la gouvernance et de la stabilité », annonce Vêlayoudoum Marimoutou, secrétaire général de la COI. Le projet « Gouvernance, Paix Stabilité en Indianocéanie » vise à contribuer à la stabilité, à la paix et à la gouvernance dans la région de l'océan Indien et au sein des États membres de la COI et répondre aux besoins en matière de prévention des crises et de promotion de la paix et de la stabilité dans la région. Ainsi pour éviter les conflits et les crises politiques pendant les périodes des scrutins, l'organisation prévoit d'organiser une conférence des présidents des organes de gestion électorale à Maurice du 4 au 5 avril prochain. Une formation des professionnels des médias à la couverture journalistique sensible aux crises aura lieu à Madagascar du 12 au 15 avril prochain. Une formation sur la médiation et la résolution alternative des conflits pour les acteurs actifs dans ce domaine (OSC, association des jeunes et des femmes) est prévue à Madagascar du 9 au 13 mai prochain. Et puis une formation des professionnels des médias à la couverture des travaux et du fonctionnement des Assemblées nationales est prévue aussi aux Comores du 15 au 19 mai prochain.

Dans ce projet visant à renforcer les capacités institutionnelles et le degré d'implication des citoyens dans la vie politique et publique, l'Agence française de développement (AFD) ne se tient pas à l'écart. La directrice de cette agence pour Maurice et Seychelles, Leaticia Habchi explique que « l'AFD a l'honneur d'aider la COI à expérimenter et systématiser un cadre d'intervention qui lui assurera un ancrage de proximité et lui permettra de continuer à asseoir sa légitimité dans la région en contribuant techniquement à la concrétisation d'un mandat sur des sujets aussi politique que la paix et la stabilité ».

Ainsi, un des résultats attendus de ce projet est le renforcement des capacités de la COI, des organes de gestion des élections au niveau national, et des observateurs de la société civile à suivre les processus électoraux, des capacités des journalistes en matière de couverture de ces processus et de production d'une information de qualité des échanges entre acteurs régionaux et au niveau de la COI. Mais aussi améliorer la participation des femmes et des jeunes à la vie politique et publique, l'accès à l'information sur le fonctionnement des institutions et sensibilisation à la bonne gouvernance.

**Kamal Gamal**

## IGAD Calls For Concerted Efforts To Exploit Fish Resources To Ensure Food Security In East Africa




Addis Ababa, March 24, 2023 (FBC) – The Intergovernmental Authority on Development (IGAD) called for concerted efforts to ensure food security by tapping the fish resources in East Africa on a large scale.

An IGAD consultation forum, focusing on the possibility of utilizing the potential of developing fish resources in East Africa and the Indian Ocean region, was held in Addis Ababa.

In the forum, it was stated that efforts should be made to ensure food security through the large scale utilization of fish resources in East Africa.

Sunil Sveniri, the technical coordinator of "Eco Fish" which works in the development of fish resources in East and South Africa and the Indian Ocean region, pointed out that there are fish resources worth 50 billion euros in the region.

It is possible to ensure economic benefits by supporting and developing the resources with technology for domestic use and by bringing high foreign exchange gains by exporting, he mentioned.

IGAD's Blue Economy and Fisheries Senior Expert, Wassie, said that an additional way to ensure food security should be made by using the fish resources in East Africa on a large scale.

Girma Mulugeta, State Advisor to the Minister of Agriculture, who was present at the forum, stated that Ethiopia is working to ensure its benefits by developing its resources in the fish sector.

Taking into account the water resources of Ethiopia, efforts are being made to bring different fish species from other areas to benefit from the development of fish resources, he said.

### Lire aussi :

- https://www.fanabc.com/english/igad-calls-for-concerted-efforts-to-exploit-fish-resources-to-ensure-food-security-in-east-africa/
- https://www.ena.et/web/eng/w/eng_2623579

- https://www.undp.org/mauritius-seychelles/blog/e€ofish-promoting-innovations-transform-life-artisanal-fishers-mauritius
- https://maritimafrica.com/en/ending-iuu-fishing-in-the-union-of-comoros/
- https://youtu.be/HKUn0Gg5SSc
- https://www.facebook.com/ecofish.programme/posts/pfbid02FwVRY8uTj5ZxrxDuWojbR7es5hpDRUhEzQz6eU49vQFRSHscvsnfZXFcnBg9AMtVl
- https://www.facebook.com/123960474361367/posts/pfbid0SSDv6yP5ySE3Zx1e1gMLeg9Wc3fzcw69MRFftAuHQGk53qTndPdDgJqDpGaKeaqql/?mibextid=Nif5oz
- https://www.facebook.com/106120071409241/posts/pfbid0AYVPETREXvUkv9WyAcuVP4biRpeWUwhEurs6iYBAyJFCZ4GXzYQvGAM95L8abBdel/?mibextid=Nif5oz
- https://www.facebook.com/1490190331223441/posts/pfbid02MMMZ4YhRwnvB2TZpSmaxx5xC8nVoxfGfDcb8yPuXHWtR1fkU7bNz7TqTPXjv7LXyl/?mibextid=Nif5oz
- https://www.ena.et/web/amh/w/amh_2624252

## Bangladesh calls for mitigating effects of climate change

Foreign minister urges regional states interlinked with Indian Ocean to focus on conservation efforts, manage marine resources

**Md Kamruzzaman**




**DHAKA, Bangladesh**

Bangladesh called on the regional states interlinked with the Indian Ocean to focus on conservation efforts, promote sustainable marine resource management, and take steps to mitigate and adapt to the effects of climate change.

Bangladesh's Foreign Minister A K Abdul Momen made the appeal while addressing the three-day 9th Intergovernmental Oceanographic Commission's (IOC) Regional Committee for the Central Indian Ocean or IOC INDIO, which kicked off in the capital Dhaka on Tuesday.

The IOC INDIO was established in 1982 aiming to carry out basic oceanographic studies, and long-term plans for the protection, preservation, and promotion of marine ecosystems.

"The blue economy, marine biodiversity conservation, and ocean ecosystem are at the core of the IOC INDIO's work," Momen said, adding that his country recognizes the importance of preserving oceans' biological diversity and is committed to working towards sustainable ocean governance.

The Indian Ocean is one of the world's most important water bodies, with a population of more than 2.6 billion people living in the coastal regions including the 19 member states of the IOC INDIO.

The IOC INDIO member states include Australia, Bangladesh, France, India, Indonesia, Iran, Iraq, Kuwait, Malaysia, Maldives, Myanmar, Oman, Pakistan, Qatar, Saudi Arabia, Sri Lanka, Thailand, UAE, and the UK.

"We must prioritize marine biodiversity conservation and sustainable management practices to ensure the ocean's continued health and productivity," the top Bangladeshi diplomat noted. **Suite de l'article**

# Trafic d'espèces sauvages : Les tortues et les bois précieux parmi les plus touchés




La tortue radiée fait partie des espèces faisant l'objet de trafic à Madagascar et à l'international.

## La riche biodiversité de Madagascar n'est pas à l'abri de trafics en tous genres touchant les espèces endémiques floristiques et faunistiques.

Les tortues figurent parmi les espèces sauvages les plus au cœur des trafics à Madagascar, ainsi que plusieurs autres espèces endémiques. La tortue radiée (*Astrochelys radiata)* en particulier, est fortement touchée par le trafic, non seulement au niveau national, mais également dans le monde. Il n'est pas rare de voir cette espèce de tortue vendue « librement » dans divers endroits du pays, notamment dans la partie sud. De même, la domestication de la tortue radiée n'est pas une exception, bien que légèrement en baisse, ces dernières années, après les diverses actions de sensibilisation. Il n'en demeure pas moins qu'un certain nombre de ménages ne sont pas encore suffisamment informés sur le fait que la possession d'une tortue chez soi est interdite par la loi. De même, la croyance populaire attribue certaines vertus à la tortue comme étant bénéfique contre l'asthme, ou contre certains types de sorcellerie. Le trafic à visée internationale reste quant à lui toujours tenace.

## Palissandre, ébène et bois de rose

Quant au bois précieux, leur haute valeur commerciale fait de ces espèces des « produits » hautement recherchés à l'international, au point de causer des abattages illicites dans les zones protégées et des ventes illicites vers les quatre coins du globe. Outre le bois de rose, au cœur d'un trafic sans précédent ces dernières décennies, le bois d'ébène et le palissandre sont également fortement recherchés. **Suite de l'article**

**Lire aussi :**

- https://lexpress.mg/04/04/2023/environnement-et-ressources-naturelles-boeny-elue-region-pilote-pour-la-culture-des-mangroves/

## Bientôt des éoliennes en mer au large de La Réunion ?

**Jean-Hugues Ratenon est co-rapporteur de la mission d'information sur l'autonomie énergétique. Il évoque parmi les différentes options étudiées, la possibilité d'installer des éoliennes en mer au large de La Réunion.**



Une mission d'information parlementaire sur l'autonomie énergétique a démarré le mois dernier. Le député de La Réunion, Jean-Hugues Ratenon est l'un des rapporteurs et s'exprime après avoir passé une semaine à auditionner les acteurs du secteur énergétique ainsi que les collectivités locales.

Les parlementaires veulent réaliser un état des lieux avant de livrer des préconisations pour que La Réunion puisse atteindre au plus vite l'autonomie énergétique.

Parmi les options étudiées figurent les éoliennes offshores (en mer) qui avaient été rapidement évoquées par le ministre de la Mer lors de sa visite à La Réunion en février. Mais ce dernier a préféré rester muet lorsque des détails lui ont été demandés par les journalistes. "Si le ministre a commencé à en parler et a dans la foulée a abandonné, cela ne m'étonne pas, ça reste quand même un macroniste ancré", commente Jean-Hugues Ratenon avant de révéler que le projet d'éoliennes en mer est bien réel.

### Eoliennes en mer, un projet qui pourrait voir le jour

Mais Jean-Hugues Ratenon explique que mettre en place ces outils de production d'énergie en mer ne pourraient pas être si simple : "Nous avons un souci à La Réunion, c'est la houle et la profondeur en mer (...) C'est en étude et je pense qu'il y a matière à réfléchir."

"Il faut des points d'ancrage pour les éoliennes en mer et on sait qu'à La Réunion, ça descend très vite à 500, 1.000 mètres de profondeur", explique le député de la France Insoumise qui concède "Mon rêve est de voir des éoliennes le plus vite possible mais il faut tenir compte de nos spécificités et les évolutions de la technologie". **Suite de l'article**

# Seychelles and Mauritius discuss common interests at 13th bilateral cooperation commission

By: **Betymie Bonnelame**




The 13th Session, which is taking place in Seychelles, started on Monday at the senior officials' level. (Ministry of Foreign Affairs)

Seychelles and Mauritius must have a more integrated approach for addressing jointly emerging global issues of common concerns and interests on important international platforms, said a top official at the opening of the 13th Session of the Commission on Bilateral Cooperation.

According to the Department of Foreign Affairs, the 13th Session, hhich is taking place in Seychelles, started on Monday at the senior officials level.

In her opening remarks, the Principal Secretary for Foreign Affairs and co-chair of the session, Ambassador Vivianne Fock Tave, said that "our partnership is solid, unwavering, nurtured over the years, based on values and interests that we share. And our meeting this week, will allow us to further consolidate and enhance this partnership."

Fock Tave said that the two countries should aim to achieve tangible results. "We have an obligation, therefore, to be more committed to not only the implementation of the decisions that we will agree upon during our deliberations but to also take bolder, more innovative measures to build a new paradigm of mutually beneficial, forward-looking cooperation initiatives," she added.

She highlighted that Seychelles and Mauritius have common interests and concerns at both regional and international levels and it is, therefore, important to have a more integrated approach.

"It is only by working closely together can we ensure that their agendas are supportive of and complement our development agendas," she added.

Ravindranath Sawmy, head of the Bilateral Africa Directorate in the Ministry of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade of Mauritius, stressed the need to "formulate joint strategies, explore new areas of cooperation, amplify our voices in promoting the interests of SIDS and advancing collective economic development." **Suite de l'article**

# Reprise économique : la Banque africaine de développement accorde un prêt de Rs 11,5 milliards



Le conseil d'administration de la Banque africaine de développement a pris deux décisions clés pour Maurice cette semaine.
D'abord, il a accordé un prêt de Rs 11,5 milliards à l'Etat, pour soutenir la reprise économique post-Covid-19. Parallèlement, l'institution financière a aussi approuvé l'octroi d'une dette subordonnée de quelques Rs 7 milliards à la Mauritius Commercial Bank.
Le prêt accordé à l'Etat mauricien sera réparti en deux composantes. La première financera les activités visant à exploiter le développement agro-industriel et la pêche, à améliorer l'environnement des affaires et à développer les compétences et les petites et moyennes entreprises. Un fonds renouvelable pour l'industrie de la canne à sucre a été également mis en place.
Pour ce qui est de la deuxième composante, le projet va déployer un programme de prêts pour les entreprises industrielles et les inciter à la production d'énergie renouvelable pour leur propre consommation. Le projet devrait aussi permettre au gouvernement de mettre en place un cadre national pour la biomasse. Les différentes réformes seront cruciales et devraient aider l'économie mauricienne à renforcer sa résilience.
La dette approuvée en faveur de la MCB vise à renforcer ses fonds propres et de mobiliser la croissance des prêts dans les secteurs des énergies renouvelables, de l'industrie manufacturière, de la santé, entre autres.
Ce financement devrait catalyser des dépôts supplémentaires pour élargir le portefeuille de prêts de la MCB, au profit de plusieurs entreprises mauriciennes et africaines, ainsi que de Petites et moyennes entreprises.
Au cours des cinq prochaines années, le financement devrait contribuer à la création de milliers d'emplois en Afrique**. Suite de l'article**

## Fishing in the Indian Ocean: How the tuna industry is trying to push back against the IOTC's decision on FADs



Satrajit Sardar, deputy chief of mission at the US embassy, Cougen Purseramen, COO IBL seafood division and president of the Sustainable Tuna Association, and Neil Bohannon, group commercial director at Princes Group.

Last Tuesday the Mauritian fishing industry hosted a regional conference in Balaclava as the industry gears up to push back against an Indian Ocean Tuna Commission (IOTC) decision pressed by coastal states in February imposing restrictions on fish aggregating devices (FADs) used by foreign fleets when it meets in Mauritius in May.

On March 28, the Sustainable Tuna Association (STA) – a private sector group run by the IBL's seafood arm – organized a regional conference in Balaclava, along with the US embassy, to chalk out the industry's position ahead of a summit of the Indian Ocean Tuna Commission (IOTC) to be held in Mauritius in May. Opening the conference, the US embassy's deputy chief of mission, Satrajit Sardar, said, "*The United States, as both a major consumer and major producer of seafood, has a particularly strong stake in promoting sustainability and combating IUU fishing.*"

The point of the conference was to push back against a decision taken by a special session of the IOTC in Mombasa in February this year where a group of 11 coastal states of the Indian Ocean led by Indonesia succeeded in pushing through a series of restrictions on the use of fish aggregating devices (FADs) used by European and East Asian fishing fleets and blamed by coastal states and conservation groups for helping contribute to an overfishing crisis in the Indian Ocean that has pushed species such as yellowfin and bigeye tuna to the brink of stock collapse. The EU's fishing fleet – primarily French and Spanish purse seiners using FADs – reportedly caught 217,000 tonnes of tuna in the Indian Ocean in 2020 and accounted for 60 per cent of the yellowfin tuna catch. **Suite de l'article**